

## Newsletter n°5 (2021) : Ne sommes-nous pas tous à la poursuite de demain ?



Oswaldo Terreros (Équateur), Mural para la Universidad Superior de las Artes / Fresque murale pour l'université des arts, 2012.

Chers amis, chères amies,

Salutations du bureau du **Tricontinental : Institut de recherche sociale.**

En 2019, 613 millions d'Indiens ont voté pour nommer leurs représentants au parlement indien (Lok Sabha). Pendant la campagne électorale, les partis politiques ont **dépensé** 60 000 roupies (environ 8 milliards de dollars américains), dont 45 % ont été dépensés par le Bharatiya Janata Party (BJP), le parti au pouvoir ; le BJP a remporté 37 % des voix, ce qui se traduit par 303 des 545 sièges de la Lok Sabha. Un an plus tard, 14 milliards de dollars ont été **dépensés** pour les élections présidentielles et législatives américaines, le parti démocrate vainqueur dominant les dépenses. Il s'agit là de sommes considérables, dont l'emprise sur le

processus démocratique est aujourd'hui très claire. Est-il possible de parler de « démocratie » sans parler franchement de l'érosion de l'esprit démocratique par cette avalanche d'argent ?

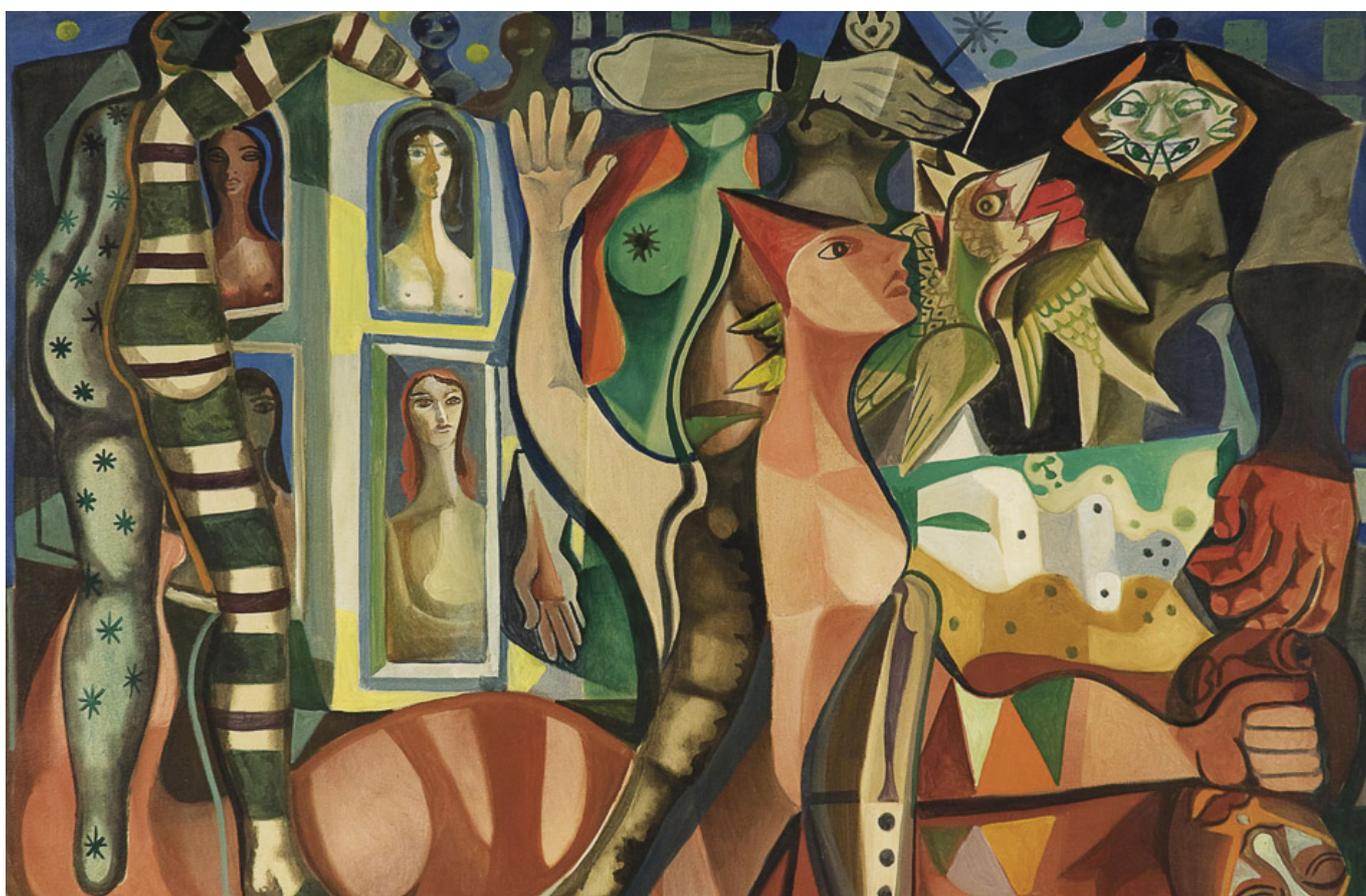
L'argent inonde le système, ronge la loyauté des politiciens, corrompt les institutions de la société civile et façonne les récits des médias. Il est important que les classes dominantes de notre monde possèdent les principaux moyens de communication et que ces moyens façonnent la façon dont les gens déchiffrent le monde qui nous entoure. Bien que la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations unies **affirme** que « Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression » (article 19), le fait est que la concentration des médias dans les mains de quelques entreprises limite la liberté de « communiquer des informations et des idées par quelque moyen d'expression que ce soit ». Pour cette raison, Reporters sans frontières a mis en place un **Observatoire de la propriété des médias** qui suit la consolidation des médias détenus par les entreprises, qui à leur tour, déterminent un programme politique au sein des systèmes de gouvernement existants.



Paul Guiragossian (Liban), *La Lutte de l'Existence*, 1988

Aijaz Ahmad, Senior Fellow à Tricontinental : Institut de recherche sociale, **soutient** que les projets politiques d'extrême droite ont la possibilité de faire passer leur programme par les institutions démocratiques, puisque les structures politiques de ces pays – des États-Unis à l'Inde – ont connu une érosion considérable de leur contenu démocratique. Comme l'explique Ahmad, l'extrême droite dans des pays tels que les États-Unis et l'Inde ne remet pas en cause la forme démocratique libérale constitutionnelle, mais garrotte les institutions formelles en transformant la société « dans tous les domaines de la culture, de la religion et de la civilisation ». En Amérique latine, l'extrême droite a recouru à toutes les armes pour délégitimer ses adversaires, notamment

en utilisant de manière malveillante des lois parfaitement adéquates contre la corruption pour cibler les dirigeants de la gauche. Il s'agit d'une stratégie appelée « **lawfare** », dans laquelle la loi est utilisée – souvent sans preuves – pour évincer des dirigeants de gauche démocratiquement élus ou pour les empêcher de se présenter aux élections. La lawfare a été mise à profit pour destituer le président hondurien José Manuel Zelaya en 2009, le président paraguayen Fernando Lugo en 2012 et la présidente brésilienne Dilma Rousseff en 2016 ; ces dirigeants ont, en définitive, tous été victimes d'un coup d'État judiciaire. L'ancien président brésilien, Luiz Inácio Lula da Silva, s'est vu **refuser** le droit de se présenter à la présidence en 2018 après un procès sans aucun fondement, alors que tous les sondages annonçaient sa victoire. L'ancienne présidente de la République argentine, Cristina Fernández de Kirchner, a été poursuivie, depuis 2016, dans une série d'affaires qui l'ont empêchée de se représenter en 2019 (elle est maintenant vice-présidente, ce qui témoigne de sa popularité dans le pays).



Emiliano di Cavalcanti (Brésil), *Sonhos do carnaval / Rêves de Carnaval*, 1955.

En Équateur, l'oligarchie a recouru aux techniques de la guerre juridique (« guerre juridique ») pour délégitimer toute la gauche, en particulier l'ancien président Rafael Correa (2007-2017). Correa a été accusé de corruption – avec au cœur de l'affaire la curieuse notion d' »influence psychique » (influjo psíquico). Il a été condamné à une peine de huit ans de prison qui l'a empêché de se présenter aux élections en Équateur.

En quoi Correa était-il à la fois un exemple pour la classe dominante de l'Équateur et pour les États-Unis ? La Révolution citoyenne menée par Correa a adopté une **constitution** progressiste en 2008, qui mettait au cœur le principe du « bien vivre » (« *buen vivir* » en espagnol et « *sumak kawsay* » en quechua). Les investissements du

gouvernement pour renforcer les droits sociaux et économiques se sont accompagnés d'une répression de la corruption au sein des entreprises (y compris les multinationales). Les revenus du pétrole n'étaient pas placés dans des banques étrangères, mais investis dans **l'éducation, la santé, les infrastructures routières** et autres équipements de première nécessité. Sur les 17 millions d'habitants que compte l'Équateur, près de 2 millions de personnes ont été arrachées à la **pauvreté** dans les années Correa.

Le gouvernement de Correa constituait une aberration pour les multinationales – telles que la compagnie pétrolière américaine Chevron – et pour l'oligarchie équatorienne. Le gouvernement de Correa a néanmoins opposé une résistance farouche à la dangereuse **demande** de compensation de Chevron contre l'Équateur, présentée avant l'entrée en fonction de Correa. La campagne Mano Negra (les mains sales) a exercé une énorme pression internationale sur Chevron, qui a travaillé **en étroite collaboration** avec l'ambassade des États-Unis à Quito et le gouvernement américain pour saborder Correa et sa campagne contre le géant pétrolier.

### Le légendaire musicien Roger Waters me parle des méfaits de Chevron en Equateur

Non seulement voulaient-ils éliminer Correa, mais ils avaient aussi l'intention d'évincer tous les gauchistes – tous mis dans le sac des « *correistas* ». Lenín Moreno, autrefois proche de Correa, a accédé à la présidence en 2017, a changé de camp, est devenu le principal instrument de fragmentation de la gauche équatorienne et a rendu l'Équateur à ses élites et aux États-Unis. Le gouvernement de Moreno a vidé le secteur public de sa substance en finançant l'éducation et les soins de santé, en retirant les droits du travail et du logement, en tentant de vendre la capacité de raffinage de l'Équateur et en dé-réglementant certaines parties du système financier. L'effondrement des prix du pétrole qui a entraîné une réduction des subventions pétrolières, un prêt important du Fonds monétaire international au prix de mesures d'austérité et une mauvaise gestion de la pandémie ont porté atteinte à la légitimité de Moreno. Une des conséquences de ces politiques a été la réponse consternante de l'Équateur à la pandémie, y compris la suspectée sous-estimation **délibérée** de près de 20000 du nombre de décès dus à la COVID-19.



Firoz Mahmud (Bangladesh), *Ouponibeshik/Porouponibeshik / Colonial/Post-colonial*, 2017

Afin de s’attirer les faveurs des États-Unis, Moreno a **expulsé** le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, de l’ambassade de l’Équateur à Londres, **arrêté** le programmeur informatique et militant de la protection de la vie privée Ola Bini pour une fausse affaire, et lancé une offensive radicale contre les *correistas*. L’organisation politique des *correistas* a été démantelée, ses dirigeants arrêtés et toute tentative de regroupement pour les élections **rejetée**. On peut citer en exemple la plate-forme de la Force de compromis social ou Fuerza Compromiso Social, que les Correistas ont utilisée pour se présenter aux élections locales en 2019 ; cette plate-forme a ensuite été **interdite** en 2020. Un référendum de février 2018 a été **organisé** dans tout le pays, permettant au gouvernement de détruire les structures démocratiques du Conseil national électoral (CNE), de la Cour constitutionnelle, de la Cour suprême, du Conseil judiciaire, du procureur général, du contrôleur général et d’autres encore. La démocratie a été vidée de sa substance.

Un mois avant l’élection présidentielle du 7 février 2021, il **était clair** que le candidat de gauche, Andrés Arauz Galarza, l’emporterait dans une élection équitable. Une série d’enquêteurs ont **laissé entendre** qu’Arauz remporterait le premier tour avec plus de 40 % des voix. Arauz (35 ans) est un candidat séduisant sur qui ne plane pas le moindre soupçon de corruption ni d’incompétence que ce soit durant ses dix années de service à la Banque centrale ou dans ses fonctions en tant que ministre au cours des deux dernières années, pourtant

troublées, du gouvernement Correa. Lorsque Correa a quitté ses fonctions, Arauz est allé au Mexique pour préparer un doctorat à l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM). L'oligarchie a utilisé tous les moyens pour bloquer sa victoire.



Gulnara Kasmaliev and Murat Djumaliev (Kyrgyzstan), *Shadows / Ombres*, 1999.

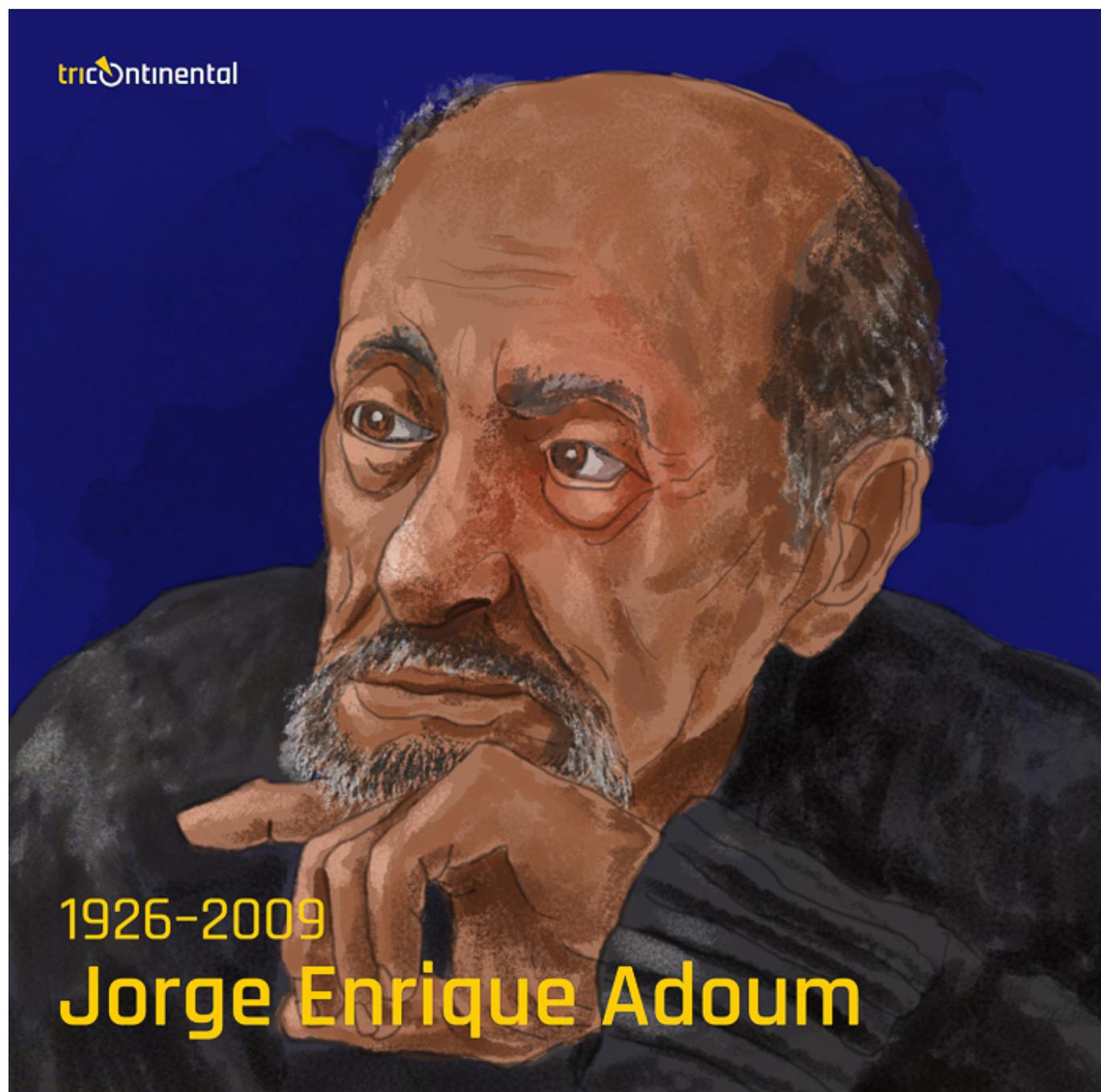
Le 14 janvier dernier, la Société de financement du développement international (DFC) des États-Unis a **accordé** à l'Équateur un prêt de 2,8 milliards de dollars, qui servira à rembourser la dette de l'Équateur envers la Chine et à garantir que l'Équateur s'engage à rompre ses liens commerciaux avec la Chine. Sachant qu'Arauz pourrait gagner, les États-Unis et le gouvernement de l'Équateur ont décidé de lier le pays andin à un arrangement qui pourrait étouffer tout gouvernement progressiste. Créé en 2018, le DFC a **développé** un projet appelé *America crece* (croissance en Amérique), dont l'ensemble du cadre politique vise à écarter les entreprises chinoises de l'hémisphère américain. Depuis, Quito a **adhéré** au **Clean Network** (Réseau propre) de Washington, un projet du Département d'État étasunien visant à obliger les pays à construire des réseaux de télécommunications sans qu'un fournisseur de télécommunications chinois y participe. Cela s'applique en particulier aux réseaux à haut débit de cinquième génération (5G). L'Équateur a rejoint le « Clean Network » en novembre 2020, ce qui a ouvert la porte au prêt de la DFC.

Correa a **puisé** 5 milliards de dollars dans les banques chinoises pour améliorer les infrastructures équatoriennes – notamment pour la construction de barrages hydroélectriques ; la dette extérieure **totale** de l'Équateur s'élève à 52 milliards de dollars. Moreno et les États-Unis ont dépeint les fonds chinois comme un « piège à dette », bien qu'il n'y ait aucune preuve que les banques chinoises n'aient rien fait d'autre que de se montrer accommodantes. Au cours des six derniers mois de 2020, les banques chinoises ont été disposées à suspendre le remboursement des prêts jusqu'en 2022 (ce qui **comprend** un retard dans le remboursement du prêt de 474 millions de dollars à la Banque d'import-export de Chine et du prêt de 417 millions de dollars à la Banque de développement de Chine). Le ministère des finances équatorien indique que, pour l'instant, il est prévu que le remboursement commence en mars 2022 et se termine en 2029. Moreno s'est rendu sur **Twitter** pour annoncer ces deux retards. Aucune mesure agressive n'a été prise par ces deux banques ni par aucune autre entité financière chinoise.

Le prêt de la DFC vise essentiellement à saborder une présidence d'Arauz. Ce conflit imposé par les États-Unis contre la Chine en Amérique latine fait partie d'un assaut plus large. Le 30 janvier dernier,

Tricontinental : Institut de recherche sociale a organisé un séminaire aux côtés de l'Institut Simón Bolívar, d'ALBA Social Movimientos et de la plateforme No

Parmi les intervenants figuraient Alicia Castro (Argentine), Eduardo Regaldo Florido (Cuba), João Pedro Stedile (Brésil), Ricardo Menéndez (Venezuela), Monica Bruckmann (Pérou/Brésil), l'ambassadeur Li Baorong (Chine) et Fernando Haddad (Brésil).



Malgré l'affaiblissement de la démocratie, les élections demeurent un élément de la lutte politique, et dans

cette lutte, la gauche se bat pour invoquer l'esprit démocratique. La poésie est peut-être le meilleur moyen de rendre l'essence de ce conflit. D'une riche tradition équatorienne de pensée émancipatrice est né l'écrivain et communiste Jorge Enrique Adoum. Voici une partie de son puissant poème, *Fugaz retorno* (« Retour éphémère ») :

Y corrimos, como dos fugitivos, hasta la  
dura orilla donde se deshacían  
las estrellas. Los pescadores nos hablaron  
de victorias sucesivas en provincias cercanas.  
Y nos mojó los pies una espuma del alba,  
llena de raíces nuestras y de mundo

Et nous courumes, fugitifs, jusqu'au  
Dur rivage où les étoiles  
S'étiolent. Les pêcheurs nous racontèrent  
Les successives victoires dans les provinces voisines.  
Et nos pieds se mouillèrent à l'écume d'une aube  
Riche de nos racines et de ce monde.

“¿*Cuándo es la felicidad?* Quand le bonheur arrive-t-il?, demande le poète. *Mañana*. Demain.” Ne sommes-nous pas tous à poursuivre demain?

Chaleureusement

Vijay,



## **I am Tricontinental:**

**Srabani Chakraborty. Researcher, Delhi Office.**

**I have mainly been working on developing pedagogical materials for political activists, especially materials on historical materialism. Apart from that, I plan to look at the issue of social reproduction and the role of organised women's movement and trade unions in organising domestic and scheme workers in South Asia. I am also interested in tracing migration patterns in the eastern part of India and am part of an ongoing project that focuses on the history of communist movements in north India.**



Srabani Chakraborty, chercheuse, bureau de l'Inde

J'ai essentiellement travaillé à l'élaboration de matériel pédagogique pour les militants politiques, en particulier sur le matérialisme historique. En outre, j'ai l'intention de me pencher sur la question de la reproduction sociale et sur le rôle du mouvement des femmes et des syndicats dans l'organisation des travailleur-euse-s domestiques et des travailleur-euse-s en service dans le sud de l'Asie. Je m'intéresse également à la recherche des tendances migratoires dans la partie orientale de l'Inde et je participe à un projet en cours qui se concentre sur l'histoire des mouvements communistes dans le nord de l'Inde.

*\*Traduit de l'anglais et de l'espagnol par Claire Savina*